

tendre que le régime des compagnies particulières n'est pas réalisable maintenant, mais qu'il l'était auparavant. Le réseau que nous possédons aujourd'hui doit certainement se recommander aux capitalistes plus fortement que nos anciennes possessions plus restreintes. S'ils ont le courage de se conformer à leur entente avec ceux qui les ont aidés abondamment et généreusement, s'ils ont le courage de leurs convictions, qu'ils se présentent avec leur programme devant la Chambre; je leur donne l'assurance que nous sommes restés où nous étions quand nous avons adopté notre politique. Nous croyons que ces chemins de fer pourront donner des bénéfices une fois l'expérience acquise. Nous croyons que si leurs amis, ceux qui veulent les voir réussir, étaient chargés de leur administration ils y réussiraient et les résultats des derniers mois nous confirment dans cette croyance. Mais je dois dire que je me méfie de l'avenir. Je me méfie de l'administration de ces chemins de fer quand des hommes influents chargés aujourd'hui des affaires du pays et par conséquent responsables de ceux qui sont nommés pour diriger ces lignes sont les ennemis jurés du principe qu'ils ont à défendre, les ennemis jurés de l'administration publique, des hommes dont la réputation comme hommes publics et hommes d'affaires ne repose que sur l'antagonisme déclaré au système qui leur est confié.

Surveillons donc les progrès de l'exploitation de nos chemins de fer par l'Etat au cours des prochains mois. Nous nous rendrons compte déjà du procédé intéressant que l'on est en train d'établir. L'exploitation et la coordination de nos chemins de fer par l'Etat seront précédées d'une enquête. Je ne connais pas ceux qui seront chargés de faire cette enquête. Je ne sais pas au juste sur quoi portera l'enquête.

L'honorable député de Saint-Antoine (M. Mitchell), je le sais, a des idées bien arrêtées relativement à cette enquête. Dans un discours public, il a déclaré que nous devrions nous procurer les services des meilleurs experts en chemin de fer qu'il soit possible de découvrir non pas en Amérique, mais en Europe et dans les autres parties du monde. Ces experts, à son avis, devraient siéger et scruter tous les aspects du problème. Lorsque ces experts—de l'Europe et aussi de l'Afrique, je le suppose—auront fini leur enquête, il a promis de prendre place à la table des délibérations afin de les aider à trouver une solution qui mettra fin à "l'ère de déficits"; voilà la promesse qu'il a faite.

J'ignore si l'enquête que fait prévoir le discours du trône sera menée par des experts d'Europe et d'Asie ou d'Europe et d'Afrique; je crois pouvoir dire que durant cette enquête il se produira ceci: une campagne de propagande sera inaugurée le système d'exploitation de nos chemins de fer par l'Etat dans le but de dégoûter l'opinion publique et de lui faire prendre en aversion le régime de la nationalisation de nos voies ferrées. Or, cette propagande, dont nous voyons déjà les indices autour de nous et sous la menace de laquelle nous siégeons ici en ce moment sera généralement commanditée par des capitalistes très bien disposés envers le régime actuel. Voilà le spectacle qui sera offert aux yeux de notre population. Pendant tout le temps que durera cette enquête censée impartiale, ces forces occultes seront à l'œuvre et elles ont pleine confiance de réussir.

(La séance suspendue à six heures est reprise à huit heures).

Reprise de la séance

M. MEIGHEN: M. l'Orateur, j'ai passé en revue quelques-unes des méthodes que le premier ministre, ses collègues du cabinet et ses amis politiques ont adoptées relativement à l'administration des chemins de fer et à l'accomplissement de plusieurs autres articles du programme libéral. Que l'on n'aille pas croire que j'ai épuisé toutes mes mentions. Je ne fais que commencer. Elle est longue la liste de questions qui ont été soulevées par nos honorables amis, que ce soit au sujet des chemins de fer, du tarif douanier ou de n'importe quel autre problème, tantôt sous un angle et tantôt sous un autre, suivant les endroits et le gain politique qu'ils en espéraient dans les différentes parties du pays. Sur chacun de ces problèmes il s'est trouvé un de mes honorables amis de la droite pour exploiter toutes les nuances d'opinion qu'il soit possible d'imaginer. Je suis en mesure de citer le nom d'un député ministériel qui doit son élection à certaines opinions qu'il a énoncées et que le public a approuvées; cependant, je pourrais aussi citer le nom d'un autre député de la droite—et peut être un ministre—qui a été élu parce qu'il a prêché la doctrine exactement contraire à ses commettants.

Le discours du trône mentionne que le Canada a besoin de marchés plus étendus pour nos produits. Pour moi, le discours du trône en dit plus long à ce sujet que nous